

## MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS DE SERVICES



### Création et réalisation d'outils de communication multi-supports dans le cadre de la reprise des activités de la Collectivité de Corse à la suite de la crise sanitaire du coronavirus

MARCHE N°	
MONTANT € HT	MINI 5 000 € HT- MAXI 39 500 € HT
NOTIFIÉ LE	/ / 20

#### Accord cadre à bons de commande

(Articles 2123-1, 2125-1 accord cadre et R. 2162-1, 2162-6 et R2122-8 du code de la commande publique)

En dessous des seuils des procédures formalisées, les accords-cadres peuvent être conclus dans le cadre d'une procédure adaptée prévue à l'article R. 2123-1 du code de la commande publique « L'acheteur peut recourir à une procédure adaptée pour passer : 1° Un marché dont la valeur estimée hors taxes du besoin est inférieure aux seuils européens mentionnés dans un avis qui figure en annexe du présent code ; 2° Un lot d'un marché alloué dont le montant total est égal ou supérieur aux seuils de procédure formalisée et qui remplit les deux conditions suivantes : a) La valeur estimée de chaque lot concerné est inférieure à 80 000 euros hors taxes pour des fournitures ou des services ou à 1 million d'euros hors taxes pour des travaux ; b) Le montant cumulé de ces lots n'excède pas 20 % de la valeur totale estimée de tous les lots ; 3° Un marché ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques, dont la liste figure dans un avis annexé au présent code, quelle que soit la valeur estimée du besoin ; 4° Un marché ayant pour objet, quelle que soit la valeur estimée du besoin, un ou plusieurs des services juridiques suivants : a) Services juridiques de représentation légale d'un client par un avocat dans le cadre d'une procédure juridictionnelle, devant les autorités publiques ou les institutions internationales ou dans le cadre d'un mode alternatif de règlement des conflits ; b) Services de consultation juridique fournis par un avocat en vue de la préparation de toute procédure visée au a ou lorsqu'il existe des signes tangibles et de fortes probabilités que la question sur laquelle la consultation fera l'objet d'une telle procédure. ». Par ailleurs, quel que soit le montant estimé du besoin, les acheteurs peuvent également mettre en œuvre une procédure adaptée en application des articles R. 2123-1 et R. 2123-2 « Lorsqu'un marché a pour objet à la fois des services sociaux mentionnés au 3° l'article R. 2123-1 et d'autres services à l'exception des services juridiques de représentation mentionnés au 4° du même article, il est passé conformément aux règles applicables à celles de ces deux catégories de services dont la valeur estimée est la plus élevée. Lorsqu'un marché a pour objet à la fois des services mentionnés au 3° de l'article R. 2123-1 et des services juridiques de représentation définis au 4° du même article, l'article R. 2123-3 s'applique. Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer la catégorie de services dont la valeur estimée est la plus élevée, le marché est passé conformément aux règles applicables aux services autres que ceux mentionnés au 4° de l'article R. 2123-1. » du code de la commande publique, lorsque l'accord-cadre porte sur la catégorie de services dits « sociaux et autres services spécifiques ». Pour les accords-cadres comportant un maximum, la valeur à prendre en compte pour la détermination de la procédure de passation applicable correspond à ce maximum multiplié, le cas échéant, par le nombre de périodes de reconduction. En effet, en cas d'accord-cadre avec un maximum qui ne serait pas conclu pour une durée ferme, il convient d'indiquer un maximum par période (ferme puis par reconduction). Lorsque l'accord-cadre ne fixe pas de montant maximum, la valeur estimée du besoin est réputée excéder le seuil de procédure formalisée et ce, même si la valeur estimée de l'accord-cadre est inférieure aux seuils des procédures formalisées ou au seuil de publicité au JOUE pour les marchés de services du 3° de l'article R. 2123-1 du code de la commande publique. L'article L. 2125-1 du code de la commande publique définit la notion d'accord-cadre comme un contrat « qui permet de présélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques en vue de conclure un contrat établissant tout ou partie des règles relatives aux commandes à passer au cours d'une période donnée... ». Le recours aux accords-cadres est stipulé au sein des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du code de la commande publique, qui prévoient plusieurs modalités d'exécution.

#### Article R2122-8 du Code de la Commande Publique

L'acheteur peut passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 40 000 euros hors taxes ou pour les lots dont le montant est inférieur à 40 000 euros hors taxes et qui remplissent la condition prévue au b du 2° de l'article R. 2123-1.

L'acheteur veille à choisir une offre pertinente, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même opérateur économique lorsqu'il existe une pluralité d'offres susceptibles de répondre au besoin.

Rappel : Trois exigences permettent de garantir le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Lorsque le montant estimé du marché public est inférieur à 40 000 euros HT et que l'acheteur décide que le marché public sera passé sans publicité ni mise en concurrence préalable, il doit veiller à : choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin ; respecter le principe de bonne utilisation des deniers publics ; ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptibles de répondre au besoin.

**Date limite de réception des offres : le jeudi 23 juillet 2020 à 12h00**

**Adresse de réception des offres : Collectivité de Corse – Direction de la Communication -  
Hôtel de la CdC - 22 Cours Grandval - BP 215 - 20187 Ajaccio cedex 1**



**Création et réalisation d'outils de communication  
multi-supports dans le cadre de la reprise des activités  
de la Collectivité de Corse à la suite de la crise sanitaire du coronavirus**

**Identification du pouvoir adjudicateur :**

Dossier suivi par	Direction de la Communication institutionnelle
Nature du marché	Marché public de prestations intellectuelles
Imputation budgétaire	Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif. Le marché sera financé par les crédits inscrits au Budget de la Collectivité de Corse (CdC), Direction de la Communication, N6121C/5611F, 930, 0202, 6238 / EM5700562 et 6231 EM5700553

**Maître d'ouvrage :** Collectivité de Corse, Direction de la Communication Institutionnelle

**Adresse :** Collectivité de Corse, 22 Cours Grandval, BP 215, 20187 AIACCIU cedex 1

**Téléphone :** 04 95 51 64 20  
**Courriel :** clothilde.bujoli-biancardini@isula.corsica  
**Adresse internet :** [www.isula.corsica](http://www.isula.corsica)

<b>Signataire du marché :</b>	Le Président du Conseil Exécutif de Corse
<b>Maître d'œuvre (interne):</b>	
<b>Personne habilitée articles 127 à 131 du D. 2016-360 :</b>	M. le Président du Conseil Exécutif de Corse
<b>Ordonnateur :</b>	M. le Président du Conseil Exécutif de Corse
<b>Comptable assignataire des paiements :</b>	M. le Payeur de Corse
<b>Imputation budgétaire :</b>	N6121C - 930 - 0202 - 6238/EM5700562 N6121C - 930 - 0202 - 6231/ EM5700553

**CONTRACTANT(S)**

**Signataire**

Nom : FERREIRA  
 Prénom : Carlo  
 Qualité : GÉRANT

- ☐ Signant pour mon propre compte  
☒ Signant pour le compte de la société  
☐ Signant pour le compte de la personne publique prestataire

et

- ☒ Agissant en tant que prestataire unique  
☐ Agissant en tant que membre du groupement défini ci-après

*cf*

☐ Solidaire ☐ Conjoint

**Prestataire individuel ou mandataire du groupement**

Raison sociale :

EVENTCOM - SARL GROUPE CONSEILS LOISIRS

Adresse :

Pôle de Santello 2 - ROUTE DE MERAVIA

Code postal :

20.090

Bureau distributeur :

AJACCIO

Téléphone :

04.95.10.70.74

Fax :

04.95.10.70.83

Courriel :

carlo@eventcom.fr // marie@eventcom.fr

Numéro SIRET :

432 421 121 000 34

Numéro au registre du commerce :

RCS AJACCIO 432 421 121

Ou au répertoire des métiers :

—

Code NAF/APE :

7022 Z

En cas de groupement, cotraitant n°1	Cotraitant n°2
Raison sociale : Adresse : Code postal : Bureau distributeur : Téléphone : Fax : Courriel : Numéro SIRET : N° Registre commerce : N° Répertoire des Métiers : Code NAF/APE :	Raison sociale : Adresse : Code postal : Bureau distributeur : Téléphone : Fax : Courriel : Numéro SIRET : N° Registre commerce : N° Répertoire des Métiers : Code NAF/APE :

## 1. CONTEXTE ET DESCRIPTION DES PRESTATIONS

La Collectivité de Corse a été confrontée au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020 à la crise sanitaire du coronavirus qui a donné lieu à une crise économique, culturelle et social sans précédent.

Dès mars 202, la CdC a mis en œuvre un plan de communication autour des gestes barrière et sur l'information aux publics des dispositifs publics mis en place, dans l'ensemble de ses champs de compétences, infrastructures, économiques, culturels, sanitaires et sociaux, etc.

Dans le contexte de reprise des activités de la Collectivité de Corse dans l'ensemble de ses domaines de compétences (infrastructures, économiques, culturels, sanitaires et sociaux, etc) la Direction de la communication institutionnelle de la Collectivité de Corse souhaite s'assurer la collaboration d'une agence de communication capable de concevoir des opérations de communication et réaliser les différents supports afférents pour permettre d'informer la population résidente et touristique des dispositifs sanitaires, culturels, infrastructures, économiques et sociaux, mis en place dans le cadre de cette reprise d'activités.

Forts d'une expertise extérieure nourrie d'expériences diversifiées dont il fera bénéficier la Direction de la communication, le prestataire se distinguera notamment par ses capacités de création, d'analyse, d'ajustement et de réactivité face à des opportunités de communication, ainsi que par une grande disponibilité.

Ce dernier devra être capable de développer des actions et des outils de communication adaptés à



des publics divers (usagers, administrés, jeunes, personnes âgées, grand public, entreprises...) ainsi qu'à des cibles micro-régionales, insulaires, voire internationales. Une variété de supports (print, web, audio, etc.) devra pouvoir être mise en œuvre sur sa proposition, et de manière adaptée à des temporalités et objectifs divers.

Ainsi le prestataire pourra être sollicité par la Direction de la communication pour concevoir, réaliser, adapter ou mettre à jour :

- des concepts et opérations de communication, à caractère promotionnel, pédagogique ou relayant des messages de santé publique, diffusés via des supports dédiés (affiches, flyers, fascicules...), les médias institutionnels (print, sites Internet, réseaux sociaux, applications mobiles), les médias indépendants (annonce publicitaire, publi-rédactionnel) ou les réseaux sociaux ;
- des messages rédactionnels de tous types (accroches, messages promotionnels, contenus informatifs développés) ;
- des logotypes, identités visuelles, chartes graphiques intégrant les supports print et web ;
- des créations graphiques adaptables à tous formats print (affiches, flyers, dépliants), web (bannières, skyscraper, pop-up, habillage), signalétique ou objets publicitaires ;
- le webdesign de sites/blogs généralistes ou thématiques ;
- des supports de présentation Powerpoint ;
- des films d'animation ou motion design.

Enfin, de façon accessoire et en complément pour assurer de la cohérence à l'opération de communication de santé publique ou/et politique sociale, un accompagnement en communication devra permettre de relayer les messages de la Collectivité de Corse.

## **2. DEFINITION ET DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

### **PARTIE A - Conception, création des campagnes de communication**

#### **Délai normal de réalisation**

Le délai normal maximum de réalisation est de huit (8) jours ouvrés.

En fonction des besoins et des circonstances, il peut être demandé au titulaire d'exécuter ses prestations dans un délai de réalisation urgente de 24h00 (cf. article3).

#### **A.1- Elaboration d'un concept de campagne**

Le prestataire propose un concept de campagne de communication en réponse à une problématique de communication formulée par la Direction de la Communication institutionnelle et la DGA Santé Social. La proposition doit détailler dans une recommandation stratégique, les objectifs, les publics cibles, le parti pris de conception, 2 axes créatifs et les messages en adéquation avec les orientations et préconisations de la stratégie globale de communication de la Collectivité de Corse.

La proposition de concept de campagne de communication est traduite ensuite dans un plan d'action de communication qui détermine précisément les outils de communication préconisés, les compétences mobilisées, l'évaluation des coûts, le calendrier détaillé de leur mise en œuvre.

À la demande de la Direction de la Communication institutionnelle (sur bons de commande), le titulaire élabore tout ou partie des outils de communication afférents au plan de communication dans les conditions précisées aux paragraphes suivants.

Néanmoins, la Collectivité de Corse reste libre de confier l'exécution du concept ou de certaines de ses traductions (création graphiques, charte graphique, messages pour tout ou partie, etc.) à un ou plusieurs autres tiers prestataires ou à ses propres services.

#### **A.2- Elaboration d'un concept créatif pour une opération de communication**

Dans le cadre de la promotion d'un nouveau service ou d'un dispositif dans le cadre des politiques santé social menées par la Collectivité de Corse, la Direction de la Communication institutionnelle sera amenée à solliciter le titulaire pour la conception et la mise en forme de concepts créatifs à l'attention de ses publics cibles. Dans certains cas, la recherche et la création d'une signature, d'un slogan ou d'une phrase-clé pourront faire partie intégrante de la demande.

Les livrables attendus sont des propositions créatives comprenant a minima :

- proposition simple :
  - une maquette de visuel générique
- proposition élaborée :
  - une note d'intention d'une dizaine de lignes (recommandation du parti pris créatif : tonalité, style, avec un territoire visuel (styles d'illustrations, animations ou photographies pressentis, les univers de couleurs...)
  - une ou deux pistes créatives avec maquettes

L'ensemble de ces prestations peut être destiné à un ou plusieurs supports de communication : édition, affichage, social media, display, audiovisuel...

### **A.3- Recherche et création d'une identité visuelle**

Dans le cadre de la mise en place d'une architecture de marque claire et cohérente, la Direction de la Communication institutionnelle peut commander la création d'une nouvelle identité visuelle destinée à l'identification, la valorisation et à la diffusion de ses actions sur la compétence particulière de la Santé-social, ainsi qu'à la promotion de ses services ou de ceux rendus, y compris à titre commercial, par tout organisme dépendant d'elle.

La Direction de la Communication institutionnelle distingue deux niveaux de prestations pour les travaux relatifs à la création d'une identité visuelle.

- Simple : concerne un projet dont les contours seront déjà définis et cadrés par un brief très précis et appelle une réponse du prestataire qui proposera directement une proposition graphique,
- Elaboré : un besoin qualifié d'élaboré ou de complexe nécessite la réalisation d'un benchmark ou d'une étude de tendances, une recommandation, permettant de qualifier plus précisément la réponse apportée qui se formalisera par 2 propositions graphiques, avec des déclinaisons et des maquettes de mise en situation.

### **A.4- Elaboration de charte éditoriale**

La charte éditoriale s'appuiera sur les éléments de la stratégie éditoriale de la Collectivité de Corse concernant la description précise des cibles et des objectifs du dispositif d'information concerné (faire découvrir, informer, faire participer, inciter à agir, etc..), ainsi que la stratégie de contenus, angle éditorial (parti-pris et principes éditoriaux), ton (de connivence, intimiste, chaleureux, engagé, institutionnel...)

Le livrable comportera :

- la présentation des principes éditoriaux des titres, textes, liens, boutons, puces, les styles de police à employer pour les textes (famille, taille, couleur...),
- les types d'images (formats, dimensions),
- les types d'illustration (pictogrammes, graphiques,...)
- et concernera l'ensemble des supports de communication externe (publications print et web) du secteur Social Santé.

### **A.5- Création de logo et déclinaison**



Les recherches et créations de logotype doivent être accompagnées d'une note d'intention et proposer 2 pistes créatives. L'étude du logo retenu comprend :

- les mises en situation à différents formats, le plus petit étant la signature partenaire en bas d'un document 10X21 et le plus grand un plein format A3,
- une proposition monochrome, en niveau de gris et en réserve et au trait.

Dans certains cas une déclinaison du logo créé peut être nécessaire, par exemple pour son utilisation sur l'ensemble des territoires de la Collectivité de Corse ou dans le cas d'une adaptation de l'ancien exercice par le CD2A ou par le CD2B à la nouvelle Collectivité de Corse.

#### **A.6 - Recherche et conception de nom**

Dans le cadre du déploiement de ses politiques couverte par la reprise de ses activités, la Collectivité de Corse peut être amenée à créer un service ou un événement nécessitant une recherche et création de nom.

Cette prestation comprend une recommandation et 2 propositions et s'inscrit dans une démarche globale avec une recherche d'antériorité, une vérification juridique et le dépôt du nom de marque retenu.

#### **A.7- Création d'une signature ou d'un slogan**

Pour afficher un positionnement clair, il peut être nécessaire de travailler sur la conception d'une signature ou d'un slogan, qui accompagnerait un nom récemment créé ou viendrait en support d'une communication existante. Cette conception s'appuie sur une note d'intention débouchant sur 2 propositions. L'une d'entre elle intégrera de la langue corse.

#### **A.8- Elaboration d'une charte graphique**

La Direction de la Communication institutionnelle distingue deux niveaux de prestations pour l'élaboration d'une charte graphique

- Simple : la charte concerne la grille de construction du logo avec un livre des normes et utilisations strictes du logo
- Elaborée : création d'un système graphique (typographie, couleurs, principes graphiques et iconographiques composant un territoire visuel pérenne) et sa charte d'utilisation avec proposition de gabarits pour l'ensemble des supports : print, digitaux, social-media, audiovisuels, événementiels, média, signalétique, marquage...

#### **A.9- Cessions de droits**

Le titulaire cèdera ses droits sur chaque campagne ou concept créatif / visuel générique créée pour permettre leur réédition au cours des années suivantes. Cette cession des droits s'exerce dans le cadre de l'article 7 du présent DCE.

### **PARTIE B – Réalisation graphique des supports, rédaction, supports audiovisuels**

#### **Délai normal de réalisation**

Le délai normal maximum de réalisation est de cinq (5) jours ouvrés. En fonction des besoins et des circonstances, il peut être demandé au titulaire d'exécuter ses prestations dans un délai de réalisation urgente de 24h00 (cf. article3).

#### **B.1- Déclinaison du visuel générique de communication pour un document unique**

Cette prestation concerne la mise en œuvre d'un concept de campagne ou d'un visuel générique sur l'ensemble des supports Print et Web prévus au plan de communication.

On entend par visuel, le montage de plusieurs éléments graphiques (photo, typo, illustrations, photo composite à partir de fichiers pixels haute définition provenant de prises de vues dont la CdC est propriétaire, de prises de vues réalisées par le prestataire ou d'achat d'art, etc).

Cette création graphique devra répondre à des impératifs d'utilisation, aux qualités de lisibilité attendues et s'intégrer au principe de cohérence graphique déterminé par l'univers de l'identité visuelle de la Collectivité de Corse.

Cette prestation pourra s'exprimer à travers différentes réponses suivant le cahier des charges défini par la Direction de la Communication de la CdC.

Elle sera déclinée pour des documents uniques, selon différents formats :

- inférieur à de l'A2 (affiches, flyer, dépliant, support événementiel, web...)
- inférieur à de l'A0 (panneaux d'expo ou support événementiel...)
- supérieur à de l'A0 (panneaux d'expo, 4x3...).

A remettre à la Direction de la Communication de la CdC : fichiers HD natifs tous droits cédés.

### **B.2- Création d'un principe de mise en page pour document de plusieurs pages**

Cette prestation correspond à déterminer les principes graphiques généraux de la maquette : format, grille, choix typographiques de titrage et de textes courants, pages types (1<sup>ère</sup> et 4<sup>e</sup> de couverture, ouvertures de chapitres...), charte colorielle, style iconographique...

Elle sera déclinée pour des documents de plusieurs pages, selon différentes paginations:

- création de mise en page pour un support comprenant plusieurs pages (de 2 à 16 pages).
- création d'une mise en page pour une brochure de plus de 16 pages.

A remettre à la Direction de la Communication de la CdC : fichiers HD natifs tous droits cédés.

### **B.3- Adaptation, mise à jour, mise au format print**

Cette prestation concerne des adaptations mineures de documents existants pouvant porter sur des changements de formats, des corrections de textes, des changements d'images ou de logos dans le cadre d'une mise à jour des outils de communication existants (corrections minimales ou mise au formats de travaux existants).

## **REDACTION**

### **B.4- Création d'un message court**

On entend par message court, la rédaction d'un contenu de communication Print ou/et Web ne contenant pas plus de 75 mots et proposant deux variantes au moins, soit pour l'organisation, soit pour la titraille, soit pour les deux. Destiné à l'affichage, la radio ou le web, ce message intégrera de la langue corse.

### **B.5- Conception/Rédaction de contenus destinés à l'édition**

Cette prestation porte sur le travail de rédaction de contenus de communication Print et Web réalisé par un rédacteur professionnel, accompagné ou non d'un fond documentaire.

La prestation comprend :

- le temps de préparation (recherches, propositions d'angles, etc.),



- la rédaction avec plusieurs allers et retours de corrections avec la Direction de la Communication institutionnelle,
  - l'enrichissement de texte,
  - la structuration des contenus,
  - de l'injection de mots clés avec leurs variantes aux endroits stratégiques du texte.
- 1 feuillet = 1500 signes

## **B.6- Réécriture de contenus**

Cette prestation porte sur la réécriture de textes (titraillles, reformulation, adaptation du style, agencement des contenus etc.) dans un but d'adaptation à différents supports pour leur édition, sur la base de textes fournis par la Direction de la Communication institutionnelle avec au maximum trois allers et retours de corrections.

## **ELEMENTS DE DESIGN**

### **B.7- Création d'une illustration**

Il est attendu pour cette prestation, la réalisation d'un dessin exécuté avec des logiciels de PAO ou suivant des techniques traditionnelles, venant amplifier, décrire ou prolonger un texte et susciter l'émotion. L'illustration devra être livrée dans un format de fichier numérique natif, modifiable et réexploitable pour toute exécution à partir de logiciels de dessin et sur document original dans le cadre d'un travail exécuté avec des outils traditionnels. Dans tous les cas le travail sera cédé à la Collectivité de Corse libre de tous droits dans un format de fichier numérique natif, modifiable et réexploitable ainsi que dans les formats jpeg, png et pdf.

Livable par fichier HD natif tous droits cédés.

### **B.8- Création de pictogrammes**

Le pictogramme est une illustration dessinée et schématique représentant une figure ou une action, qui pourrait être utilisé par le Direction de la Communication institutionnelle dans le cadre de la mise en place d'une signalétique ou d'une interface utilisateur pour des services en ligne par exemple.

Cette prestation correspond à la création d'une série de pictogrammes (base de 1 à 5 pictogrammes avec ou sans série de pictogrammes supplémentaire), pour une utilisation en édition, web ou vidéo.

Le prestataire proposera 2 pistes créatives pour le traitement des pictogrammes. A l'issue de la présentation, une série d'aller et retour devra être prise en compte jusqu'à obtention d'une proposition validée.

La déclinaison des pictogrammes est effectuée après validation d'une des pistes créatives par la Direction de la Communication institutionnelle, et sur la base d'une liste de symboles imaginés par le prestataire et/ou indiqués par la Direction de la Communication institutionnelle.

La livraison comprend l'ensemble des pictogrammes dans un format de fichier numérique natif, modifiable et réexploitable ainsi que dans les formats jpeg, png et pdf, tous droits cédés.

Livable par fichier HD natif tous droits cédés.

### **B.9- Création d'une infographie, d'un plan simple ou élaboré**

On entend différencier l'infographie de l'illustration par sa portée informative et pédagogique. L'infographie doit simplifier les instructions, symboliser, expliciter, voire se substituer au texte.

Les représentations graphiques attendues doivent être en mesure de représenter des données complexes et sont destinées à simplifier l'information. Elles doivent mettre en valeur la donnée, les analyses et les éléments rédactionnels de façon lisible et percutante, sous la forme de courbes, histogrammes, camemberts ou autres représentations, créatifs et en cohérence avec l'univers graphique de l'identité visuelle de la métropole. Les représentations graphiques seront livrées à la Collectivité de Corse dans un format de fichier numérique natif, modifiable et réexploitable ainsi que dans les formats jpeg, et pdf, tous droits cédés.



Pour le plan, il convient de distinguer plusieurs types de réalisations regroupées sous la dénomination de plan.

- La création d'un simple plan d'accès ou plan masse (1 livrable)
- La création d'un plan élaboré, à redessiner entièrement à partir d'éléments de cartographie numérique avec insertion de légendes, pictogrammes, photos ou visuels (2 livrables)

Pour chacun de ces travaux la prestation doit comprendre la cession de l'ensemble des fichiers source et le plan au format vectoriel.

## **ELEMENTS DE PRESENTATION**

### **B.10- Création de masques Powerpoint ou modèles Word**

La Direction de la Communication institutionnelle peut demander un appui technique au déploiement de modèles de présentation à diffuser au sein des directions de la DGA ou pour ses établissements de services sociaux recevant du public

Cette prestation consiste à réaliser les modèles de masques Powerpoint ou modèles Word en accord avec la charte graphique institutionnelle prêts à être utilisés pour une présentation Powerpoint ou la réalisation d'une affiche au public par l'ensemble des services de la DGA Santé Social, y compris par des personnels non spécialisés.

Les modèles de masques contiendraient une page de garde, une page de titre, une page de texte, une page de graphiques). Livrable : fichier PPT ou modèle Word.

### **B.11- Création de présentation Powerpoint simple**

A partir des modèles de masques Powerpoint, la Direction de la Communication institutionnelle peut demander la réalisation complète d'une présentation dont la structure documentaire serait réalisée en interne, pour répondre à un besoin ponctuel. Cette présentation contiendrait une 20aine de slides. Livrable : fichier PPT ou DOTX.

### **B.12- Création de diaporama**

La création de diaporamas, simples ou élaborés fait l'objet d'une commande spécifique correspondant à un besoin lié soit à l'animation d'un événement de communication interne aux établissements de la DGA, soit à l'animation de réunions publiques, soit pour une diffusion sur des salons grand public ou professionnels où la Collectivité de Corse serait présente.

Au titre de cette mission, le prestataire devra :

- concevoir le synopsis de la présentation Powerpoint à partir de contenus rédactionnels et iconographiques fournis par la Direction de la Communication institutionnelle ;
- reformuler et adapter, si nécessaire, dans certains cas, ces contenus rédactionnels et iconographiques pour un impact accru ;
- présenter une proposition graphique en cohérence avec l'univers de la CdC ;
- composer les slides de la présentation Powerpoint et l'animation de cette dernière ;
- vérifier la compatibilité technique de la présentation Powerpoint avec ses conditions d'utilisation.

Livrable : fichier PPT.

## **CREATIONS SONORES**

### **B.13- Création d'une identité sonore**

Pour renforcer son identité et affirmer son image, la Collectivité de Corse peut être amenée à commander la création d'une identité sonore qui sera reprise dans les annonces radio, les serveurs vocaux, les séminaires, les vidéos, internet et les applications mobiles. Cette identité sonore pourra être déclinée suivant plusieurs formats adaptés au besoin (virgule, sound design...).



#### **B.14- Création ou modification d'un message audio**

Par ailleurs, le media audio est souvent utilisé par la Collectivité de Corse pour toucher ses publics cibles. La Direction de la Communication institutionnelle peut être amenée à commander la création originale d'un message audio s'intégrant dans une campagne dont la stratégie et le message seront définis ou devoir modifier un message existant dans un objectif de réactualisation.

Ce support audio pourra intégrer jusqu'à deux voix au maximum et intégrera de la langue corse.

Ces prestations sont livrées à minima au format MP3, en téléchargement, sur clé USB entièrement libres de droit ou sera directement adressé à la régie publicitaire de la CdC.

Le spot pourra durer 20 ou 30 secondes, selon la campagne.

### **SUPPORTS DIGITAUX, DISPLAY, SOCIAL MEDIA ET WEB DESIGN**

#### **B.15- Création de display web**

La Collectivité de Corse communique également sur le web et marque sa présence par la diffusion de bannières sur des sites identifiés pour relayer son action, des sites partenaires ou les sites de ses délégataires.

La Direction de la Communication institutionnelle pourra demander une déclinaison du visuel générique d'une campagne selon les codes usuels digitaux sur l'ensemble des formats courants de displays (megabanner 728X90 px, Pavé haut 300X250 px, Grand angle 300X600 px, Skyscraper, Pavé bas 300X250 px, Megaskyscraper 160X600 px, Megabanner bas 728X90 px, Billboard 970X250 px).

D'autres formats moins conventionnels, comme l'habillage de pages, le footer, la création de reco contenus, le native article ou l'overlay image pourront également être demandés.

Pour chacune de ces réalisations le prestataire devra s'assurer de la qualité responsive design de sa prestation et fournir un fichier optimisé pour le web, au format demandé par la Direction de la Communication institutionnelle, ainsi que les fichiers sources ayant servis à l'élaboration du fichier définitif.

On distinguera deux types de prestations :

- une création originale statique
- une création originale animée

#### **B.16- Adaptation, mise à jour, mise au format web**

Cette prestation concerne des adaptations mineures de documents existants pouvant porter sur des changements de formats, des corrections de textes, des changements d'images ou de logos dans le cadre d'une mise à jour (corrections minimales) ou mise au format des displays existants.

#### **B.17- Création d'une campagne social media**

Présente sur les réseaux sociaux, la Collectivité de Corse souhaite développer sa notoriété et renforcer le lien avec ses différentes communautés.

Dans ce but, la Direction de la Communication institutionnelle peut commander au titulaire le développement de contenus social media, comme la création de visuels ou infographies faisant l'objet d'un post à part entière.

Une bonne connaissance et le respect des codes social media sont essentiels pour ce type de création ainsi qu'une bonne rapidité d'exécution et de mise en œuvre.

La commande concernera la création d'un ensemble cohérent de posts à partir d'éléments fournis par la Direction de la Communication institutionnelle, photos ou contenus à mettre en scène dans le but d'en optimiser la compréhension et l'impact et de susciter des engagements.

Le titulaire devra fournir une piste créative, qui servira de base de création d'un ensemble de dix post environ. Ces posts seront fournis dans le format de fichier appropriés pour les médias web visés



(twitter, facebook, instagram...) communiqués par la Direction de la Communication institutionnelle lors de la commande et prêts à poster. Les fichiers sources libres de droits seront également livrés à la Direction de la Communication institutionnelle.

#### **B.18- Création de publication unique social media**

Cette prestation concerne la conception / création d'un seul post. Il s'agira d'une infographie ciblée utilisant les codes graphiques social media.

Ce post sera fourni dans un format de fichier appropriés pour les médias web visés (twitter, facebook, instagram...) communiqués par la Direction de la Communication institutionnelle lors de la commande et prêt à poster. Les fichiers sources libres de droits seront également livrés à la Direction de la Communication institutionnelle.

#### **B.19- Création de webdesign**

Jeune institution, la Collectivité de Corse doit se doter d'outils digitaux et affirmer sa présence sur le web. La Direction de la Communication institutionnelle souhaite s'adjoindre des compétences de web design pour l'accompagner dans le développement de ces outils.

La prestation attendue comporte :

- un benchmark correspondant à l'étude des usages pour la réalisation faisant l'objet de la commande, qui sera présenté dans un fichier Powerpoint ou PDF,
- une recommandation sur les propositions envisagées en terme d'ergonomie, d'expérience utilisateur, d'usage et de web design ;
- deux pistes créatives matérialisées par des maquettes au format pdf pour un ensemble de 3 pages principales du projet.

Ces projets digitaux peuvent concerner la partie DGA Sante-social du site institutionnel de la Collectivité de Corse, un site satellite, un site événementiel ou une application.

#### **B.20- Adaptation de template existant**

La Direction de la Communication institutionnelle peut être en mesure de demander la modification d'un template existant pour une mise en cohérence avec une nouvelle charte graphique ou pour une déclinaison du template en vue d'une utilisation au sein d'un site satellite ou événementiel. Ces adaptations ou modifications sont minimales et ne doivent pas engendrer de développement mais une simple modification des styles CSS et l'intégration d'un logo.

### **EVENEMENTIEL, SIGNALÉTIQUE**

#### **B.21- Conception d'une exposition d'information**

Dans le cadre de sa compétence sociale santé, la Collectivité de Corse est amenée à présenter à ses publics des informations relatives aux dispositifs qu'elle met en œuvre.

Les expositions d'information réalisées dans le cadre de cette compétence devront faire l'objet d'une conception spécifique pour une mise en valeur des éléments d'information de façon didactique et exhaustive en respectant l'identité graphique définie antérieurement pour le projet.

Le prestataire proposera une piste créative présentant trois types de panneaux significatifs de l'ensemble de l'exposition. L'ensemble des panneaux devra être livré au format pdf haute définition et suivant les contraintes techniques liées à l'impression définies par la Direction de la Communication institutionnelle, ainsi que l'ensemble des fichiers sources libres de droit.

On distinguera 2 niveaux de prestations en terme de besoin en exposition :

- Prestation simple : concerne l'ensemble des déclinaisons de l'exposition exécuté et fourni dans un format de fichier haute définition destiné à la fabrication des différents panneaux d'exposition. 1 livrable correspondra à la réalisation des fichiers prêts à envoyer pour fabrication de 5 panneaux d'exposition.



- Prestation complète : concerne l'ensemble des déclinaisons de l'exposition et la fabrication des supports de ces panneaux d'exposition, qui devront être facilement pliables et transportables. 1 livrable correspondra à la réalisation d'1 panneau d'exposition imprimé.

## **PARTIE C – CREATION DE FILM D'ANIMATION OU MOTION DESIGN OU DE VIDEO**

### **C.1- Création de film d'animation ou motion design**

Dans ses actions de communication ou de sensibilisation, la Direction de la communication peut avoir besoin de films d'animation ou motion design s'inscrivant dans le cadre d'une campagne, ou portant sur une action ponctuelle.

On entend par motion design, l'animation d'éléments graphiques comme des images, des pictogrammes, de la typographie, ou des objets 3D, le tout synchronisé sur du son.

Ces animations devront répondre au cahier des charges fourni par la Direction de la Communication institutionnelle en termes de cibles, message et spécifications techniques. Ils devront respecter les codes graphiques définis au préalable par la charte graphique de la CdC ou du domaine de compétence concerné.

La commande pourra concerner différents types de motion design comme une animation flat design, une infographie animée motion design, du mix media, de l'animation traditionnelle, de l'animation 2D ou 3D ou de la typographie animée de type flying logo, etc.

Le titulaire devra proposer un script et un moodboard permettant de donner une idée de l'univers et de la tendance qui sera utilisée dans l'animation graphique. Pour cela, le prestataire présentera au moins deux mises en scène afin de permettre à la Direction de la Communication institutionnelle de faire un choix et d'en retenir une.

Le Motion Designer élaborera alors un storyboard permettant, grâce à des illustrations, de se représenter visuellement l'ensemble des plans qui constitueront la vidéo et un script.

Pendant la production, il est attendu du prestataire des animatics qui montreront les avancées et permettront de valider au fur et à mesure l'ensemble du travail.

Le prestataire assurera l'ensemble des tâches liées à la pré-production et la post-production, à la mise aux différents formats et à la compression des fichiers pour leur exploitation sur les différents supports de diffusion déterminés par la Direction de la Communication institutionnelle.

La motion design intégrera à la fin le logo de la CdC animé (fourni).

La prestation comprend la réalisation du master HD sur CD, et la livraison des fichiers vidéo aux formats nécessaires pour la diffusion selon les modalités déterminées par la Direction de la Communication institutionnelle sur l'ensemble des canaux, réseaux et terminaux d'utilisation et de diffusion.

L'ensemble des coûts nécessaires à la réalisation des prestations (réunions, propositions, corrections, rédaction de script, réalisation d'un storyboard, transmissions de fichiers, étalonnage, mises aux formats, post-production) sont réputés inclus dans les prix indiqués au Bordereau de Prix Unitaires.

Le prestataire retenu cèdera l'intégralité des droits à la propriété intellectuelle de sa production.

La Collectivité de Corse, en tant que commanditaire de l'œuvre, acquiert les droits du film produit.

Le titulaire du marché ne peut en aucun cas faire usage du film produit que ce soit à titre gratuit ou onéreux sans accord préalable de la Collectivité de Corse.

Les images fournies par le titulaire du marché devront être libres de droits. Le titulaire devra vérifier avant toute utilisation d'image que les droits nécessaires à la bonne exploitation de l'image sont acquittés auprès de son auteur et obtenir, le cas échéant les autorisations de diffusion.



La Collectivité de Corse agissant ici comme un producteur, est également propriétaire de la diffusion du film produit et libre de sa reproduction dans le respect du droit moral de l'auteur, c'est-à-dire sans altération.

Le film doit pouvoir être utilisé sur plusieurs années. Il ne devra donc pas comporter de messages ou d'images susceptibles d'évoluer rapidement.

Les livrables seront remis sur support numérique (disques durs). La haute définition doit permettre de conserver une qualité irréprochable à l'usage, et dans le temps.

La vidéo devra intégrer la langue corse (bilinguisme).

### **C.2- Création d'une vidéo**

Dans le même esprit la Collectivité de Corse peut avoir besoin d'une vidéo.

Les contraintes seront identiques à celles exposées pour le livrable film d'animation ou motion design ci-dessus (C.1).

Cette vidéo aura une durée de 2 à 4 mn, au format Full HD. Cette vidéo intégrera la langue corse, elle pourra comporter des intertitres et sous-titre et habillage graphique de présentation.

La prestation comprendra :

- Ecriture du scénario (en accord avec la CdC)
- Ecriture du texte et lecture (voix)
- Enregistrement (textes, bords sonores, musique)
- Réalisation et montage
- Intégration des remarques de la CdC aux différentes phases
- Intégration du logo de la CdC animé (fourni)
- Finalisation du film
- habillage graphique
- déclinaison pour différents formats (web, réseaux sociaux...).

La vidéo sera diffusée sur le web et les réseaux sociaux ou les événements protocolaires et institutionnels.

Les livrables seront les suivants :

- Les rushes au format natif sans compression,
- Le film monté au format natif sans compression pour permettre un éventuel retraitement pour des besoins ultérieurs,
- Le film au format HD compatible avec les plateformes de diffusion (qualité broadcast, mp4).

### **C.3- Production d'une interview**

Dans le même esprit la Collectivité de Corse peut avoir besoin d'une interview filmée.

Les contraintes seront identiques à celles exposées pour le livrable motion design (C.1) et vidéo (C.2) ci-dessus.

Cette vidéo aura une durée de 2 à 9 mn, au format Full HD.

La prestation comprendra :

- Intégration d'intertitres, questions, sous-titre et habillage graphique de présentation.
- Enregistrement de l'interview, un plan fixe par question.
- Intégration d'une musique (début / fin)
- Réalisation et montage
- Intégration du logo de la CdC animé (fourni) à la fin de la vidéo.
- Intégration des remarques de la CdC aux différentes phases
- Finalisation du film
- habillage graphique
- déclinaison pour différents formats (web, réseaux sociaux...).

La vidéo sera diffusée sur le web et les réseaux sociaux ou les événements protocolaires et institutionnels.

Les livrables seront les suivants :

- Les rushes au format natif sans compression,

- Le film monté au format natif sans compression pour permettre un éventuel retraitement pour des besoins ultérieurs,
- Le film au format HD compatible avec les plateformes de diffusion (qualité broadcast, mp4).

## **PARTIE D : CONSEIL MEDIA ET ACHAT D'ESPACES PONCTUEL POUR OPERATIONS SPECIFIQUES**

La Collectivité de Corse peut être amenée à valoriser certaines de ses campagnes ou opérations de communication spécifiques vers des publics particuliers par le truchement des médias sous la forme d'achat d'espaces.

Cette commande particulière sera dictée par des impératifs de non prévisibilité, de délais (opérations liées à une campagne contrainte dans le temps - liée par exemple à une urgence sanitaire ou sociale, ou un événement climatique ou particulier...), ou de forme - espaces dans des médias spécifiques non prévus dans d'autres marchés cadres de la CdC, absence de marché cadre de conseil et achat d'espaces de la CdC, espaces édités par des partenaires ou organisateurs d'événements particuliers et spécifiques à la compétence sanitaire et sociale non pris en compte dans le cadre du marché de conseil et d'achat d'espaces de la CdC...), et sera nécessairement contrainte par sa durée et par son ampleur.

Dans ce contexte, la Collectivité pourra demander au prestataire de procéder à une campagne d'achat d'espace pour relayer une campagne de communication ou d'un concept créatif qu'il aura créé spécifiquement dans le cadre dudit marché.

Le prestataire proposera en retour un conseil avec media planning et une prestation d'achat d'espaces publicitaires, en vue d'assurer une campagne de publicité locale visant à répondre à la demande de la Collectivité de Corse.

• Clause d'exclusivité : La présente prestation n'emporte aucune exclusivité au profit du titulaire. La Collectivité de Corse se réserve la possibilité de procéder à des ordres de passage directement adressés aux supports de son choix. Le règlement des sommes dues aux supports pour ces passages directs sera assuré par la Collectivité de Corse en dehors des conditions et stipulations prévues au présent DCE.

La Collectivité de Corse sera attentive aux conditions de négociation obtenues auprès des médias recommandés.

Conformément à la loi Sapin, le prestataire agira par mandat de la Collectivité de Corse pour acheter les espaces au niveau régional, national voire international retenus dans le plan média.

Chacune des 2 prestations est indépendante l'une de l'autre. Par conséquent:

- un conseil média pourra éventuellement ne pas donner lieu à de l'achat d'espace,
- la CDC pourra faire appel au titulaire pour réaliser seulement de l'achat d'espace.

Le livrable d'achat d'espace sera constituée de la prestation suivante :

- une campagne d'achat d'espace comportera des supports médias régionaux (PQR, radios, presse magazine, magazines édités spécifiquement pour un événement et permettant de répondre à des cibles particulières, presse spécialisée, presse nationale ou internationale, médias sociaux, internet ou mobiles) et se situera dans une enveloppe d'achats d'espaces seuls de 5000 € HT, hors frais d'agence.

Le titulaire fournira un plan media en adéquation avec la campagne créée, qui devra permettre de répondre aux besoins exprimés dans le brief de commande initial établi par la Direction de la communication, en définissant les moyens mis en œuvre pour atteindre les cibles visées. La Direction de la communication pourra modifier les médias, les supports, la récurrence, les emplacements, les formats, etc. en fonction des impératifs de la campagne.

Une fois le plan media validé, le titulaire procédera, pour le compte de la Collectivité de Corse, annonceur, pour chacun des achats d'espaces, à la réservation, à la mise au format des insertions publicitaires de campagne, à l'envoi des fichiers selon les contraintes techniques énoncées par la régie media, à la négociation d'achat, à l'achat de l'espace dans le media, à la validation de la parution



et à son paiement au support media. En cas de problème de parution, il trouvera avec le support, au nom de la CDC les voies et moyens pour permettre une nouvelle parution dans les meilleurs délais et conditions.

Il fournira à la fin de la campagne d'achat d'espaces un book de chaque media permettant de justifier du service fait de l'ensemble des retombées media acquises pour la CdC.

### **Conseil media, media planning, support planning**

- analyse stratégique en fonction du sujet et des cibles que la CdC souhaite atteindre et proposition d'un plan média en indiquant les supports recommandés, leur audience (classe d'âge, sexe, CSP...) / tirage OJD<sup>1</sup> et couverture, le nombre de messages/media, tranches horaires les plus écoutées, durée d'écoute par auditeur pour un jour moyen de la semaine / nombre de prise en main du support, par ainsi que les coûts prévisionnels bruts et négociés.
- justification de sa performance prévisionnelle et de son adéquation par rapport aux objectifs ciblés
- présentation du mode d'utilisation des médias :
  - vague concentrée ou étalement
  - formats
  - emplacements
  - effet d'annonce (teasing)
  - répartition de l'investissement entre médias, au sein du même média, entre média.

### **Négociation des achats d'espaces publicitaires**

Cette prestation consiste en :

- optimisation des achats en fonction du plan média
- négociation avec les supports
- contrôle et suivi technique des prestations au sein de chaque support.
- Le titulaire s'engage à transmettre systématiquement à la CdC une estimation financière établie à partir d'un média planning et après négociation auprès des supports, conformément à la convention de mandat signée par le titulaire. Cette estimation explicitera également la rémunération de la prestation d'achat d'espaces. Cette estimation, après acceptation, fera l'objet d'un bon de commande.
- Chaque proposition devra faire apparaître l'ensemble des conditions commerciales :
  - Le tarif de base de l'espace publicitaire
  - Les majorations éventuelles (emplacements préférentiels, etc.)
  - Les abattements saisonniers
  - La remise professionnelle de 15 %
  - Les barèmes dégressifs qui peuvent être fonction de la négociation, du volume de l'investissement, de la progression, de la fidélité, de l'exclusivité, de la prise d'ordre anticipé ou d'achat de dernière minute, ou consentis par le support aux nouveaux annonceurs
  - Les primes de cumul de mandats, accordés à l'annonceur dont le mandataire centralise plusieurs mandats dans le même support.

### **Date de parution / affichage / passage des messages publicitaires**

La ou les dates de parution ou d'affichage ou de passage des messages est ou sont indiquée(s) sur chaque bon de commande adressé au titulaire. Ces dates sont impératives et conditionnent l'admission des prestations. En conséquence, toute modification relative aux dates ne peut intervenir qu'avec l'accord express de la CdC notifié au titulaire avant la date initialement prévue pour la parution, l'affichage ou le passage du message.

<sup>1</sup> Office de justification de la diffusion des supports de publicité (O.J.D. – 40 boulevard Maeshherbes – 75008 Paris)

### **Annulation des ordres de réservation d'espaces**

La CdC se réserve la possibilité, si les conditions l'exigeaient, d'annuler un bon de commande. Une indemnité pourra alors être versée au titulaire du fait de cette annulation selon les conditions de vente appliquées par les supports et sur justificatifs des frais d'annulation acquittés par le titulaire. Cette annulation intervient par lettre recommandée avec AR ou par notification en mains propres.

### **Modification de la nature des supports**

La CdC se réserve la possibilité de choisir un ou plusieurs autres supports que ceux proposés dans les plans média. Dans ce cas, un nouveau devis sera remis par le titulaire à la demande de la CDC.

### **Modalités d'exécution des prestations**

Les prestations sont placées sous la responsabilité unique du titulaire. Il s'engage à désigner à la notification du marché, le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des prestations en son nom.

Ce responsable désigné par le titulaire est l'unique interlocuteur de la CdC pendant toute la durée de la prestation: en cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours de marché, le titulaire en avise sans délai la Direction de la Communication de la CdC et lui indique les noms, coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

Seules les commandes émanant de la Direction de la Communication et signées par une personne habilitée devront être prises en compte. L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute commande qui n'aurait pas été transmise par cette direction ne pourra être facturée par le titulaire.

Le marché s'exécute par l'émission de bons de commande représentant chacun les ordres d'achat d'espaces publicitaires passés par la CdC pour sa campagne publicitaire auprès du titulaire ou les demandes en matière de conseils.

Le titulaire transmet aux supports les ordres d'achat d'espaces conformément aux stipulations du bon de commande.

Chaque bon de commande comporte l'indication des supports auprès desquels le titulaire passe les ordres, ainsi que les dates, les horaires, les emplacements, les caractéristiques et les formats. Le cas échéant, les bons de commande font référence au devis établi par le titulaire pour les achats effectués auprès des supports non désignés par le titulaire dans sa proposition. Ces indications sont de rigueur et conditionnent les opérations d'admission.

### **Suivi et surveillance des prestations :**

Le titulaire du marché s'engage à assurer le suivi technique des prestations et notamment les points suivants :

- *Pour les parutions presse :*
  1. Qualité d'impression des messages par les supports comprenant le contrôle de la définition du grain, de l'étalement des couleurs ou du tramage pour les passages noir/blanc.
  2. Lisibilité du message comprenant le contrôle de son accessibilité par le lecteur. Notamment, le titulaire devra veiller à ce que le message ne soit pas physiquement parasité ou affaibli par la présence ou la proximité d'un autre message (rabat, coupon, échantillon, découpe masquant ou dégradant partiellement ou en totalité l'emplacement défini, etc.).
  3. Justificatifs d'insertion adressés à la Direction de la Communication de la CdC.
- *Pour l'affichage :*
  1. Respect du réseau et du calendrier désignés sur le bon de commande
  2. Qualité de l'affichage notamment contrôle de la lisibilité du message (non chevauchement, respect des contraintes de pose, affichage sauvage, etc.).
  3. Justificatifs de pose adressés à la Direction Communication de la CdC.



- *Pour la radio :*

1. Respect des dates, du nombre de passages et des tranches horaires sélectionnés et indiqués sur le bon de commande
2. Justificatifs de passage adressés à la Direction Communication de la CdC.

## **PARTIE E : REUNIONS, SUIVI TECHNIQUE, FOURNITURE DE PHOTOS, DELAIS**

### **E.1- Réunion de travail**

Cette réunion peut concerner la présentation d'un brief ou d'un cahier des charges par la Direction de la Communication institutionnelle, un brainstorming ou une assistance à la conceptualisation de la demande, intégrant le directeur artistique et les chargés de projets concernés. Elle peut se tenir dans les locaux de la Direction de la Communication institutionnelle, de la DGA Social Santé, dans les locaux de l'agence ou en visioconférence.

Elle correspond à une durée au maximum égale à une demi-journée.

### **E.2- Suivi de fabrication**

Le titulaire se chargera de l'envoi des fichiers pdf au service de reprographie interne de la CdC ou à l'imprimeur choisi par la CdC ou suivant le process sécurisé et validé par ce dernier, ainsi que de la gestion des allers et retours jusqu'au BAT d'impression. Ce dernier fichier de BAT sera envoyé à la Direction de la Communication institutionnelle en même temps que chez l'imprimeur.

### **E.3 Fourniture de photo**

Le titulaire devra être en mesure de doter l'ensemble de ses productions de photos adéquats, achetées sur des banques d'image ou réalisées in situ.

### **E.4- Délais de réalisation et travaux urgents**

Pour chaque type de prestation, le délai normal maximum d'exécution est mentionné en début de chaque partie.

Délai normal de réalisation : le délai normal maximum de réalisation est de huit (8) jours ouvrés pour la partie A de conception et de cinq (5) jours ouvrés pour la partie B d'exécution.

En fonction des besoins et des circonstances, il peut être demandé au titulaire d'exécuter ses prestations dans un délai de réalisation urgente. Ce délai d'exécution est alors de 24 heures à compter de la réception du brief rédigé par la Direction de la communication de la CdC.

Un coefficient de majoration des prix, intégré au BPU, est alors appliqué au prix de la prestation concernée

## **3 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **3.1 La mission confiée au prestataire aura pour objet :**

- **Le suivi du projet avec la Direction de la Communication de la Collectivité de Corse jusqu'au BAT.**

L'exécution de toutes les étapes de la conception à la réalisation graphique des supports de chaque campagne ou opération (définition d'un principe créatif, réalisation des mises en page, saisies et corrections des textes et des images, calibrage et montage, maquette) énumérées

et détaillées ci-dessus, se fera en collaboration et sous le contrôle de la Direction de la Communication de la Collectivité de Corse.

Les textes seront fournis par la Direction de la Communication de la Collectivité de Corse. Les images ou illustrations seront à fournir par le prestataire retenu.

Le prestataire retenu fournira :

- La conception graphique et la réalisation de chaque support de communication jusqu'à l'épreuve finale autant de fois que les relectures l'imposent.
- La fourniture, lors de la finalisation du projet, du fichier numérique au format PDF HD certifié pour Bon A Tirer à la direction de la Communication de la CdC avec ses différentes versions ;
- La fourniture d'un CD, ou tout autre support de stockage approprié, comportant les fichiers sources/natifs (ai, eps etc.), les fichiers web, xml (etc.) des publications, en fin de période.
- La déclinaison de tous les supports de communication pour les formats web.

• **La présentation de la maquette définitive de chaque support, avant impression, pour BAT définitif par la Direction de la Communication**

L'agence devra rendre compte de l'avancement des prestations, à chaque étape, lors de la réalisation graphique des documents et de l'exécution technique à l'équipe de la Direction de la Communication de la Collectivité de Corse. Le prestataire retenu remettra à l'imprimeur ou au service de reprographie les fichiers prêts à flasher et/ou à imprimer, après validation et remise des BAT sur chaque maquette par la Direction de la communication de la CdC et selon les contraintes techniques énoncées par l'imprimeur ou le service reprographie de la CdC.

**Clause Importante**

Le prestataire du marché devra restituer à l'administration l'intégralité des fichiers natifs numériques des documents de la campagne de communication nécessaires à sa réédition (exécution des cartes de vœux et des intercalaires, supports web, etc....) ainsi que les photographies, tableaux, polices de caractères et tous documents utilisés pour l'exécution du marché.

Sont concernés les fichiers Adobe Photoshop, Illustrator, Quark Xpress, In Design, Go Live, Word, Excel, Power Point, iWorks etc. ainsi que les photographies et documents originaux (.eps, .tiff, .jpeg,...). Pour tous les documents, les fichiers devront être non aplatis avec calques.

Le paiement du marché sera soumis à la réalisation effective de cette clause.

- **La coordination et le suivi technique des projets, de la création graphique jusqu'à la livraison.**

**Le suivi technique d'impression :** le prestataire assurera le suivi technique d'impression (offset ou numérique) de l'ensemble des supports de communication avec le prestataire impression pour le compte de la CdC ou en interne avec le service de la reprographie de la CdC. Il devra assurer sur site, le suivi et la coordination des étapes de photogravure et d'impression, et le contrôle des calendriers de réalisation des différents intervenants jusqu'à la livraison des documents, en se rendant sur place en vérifiant les films et l'impression quel que soit le lieu d'implantation de l'imprimeur. Aucune impression ne pourra être réalisée sans validation de la Direction de la Communication de la Collectivité de Corse, par un BAT (Bon à Tirer) de la maquette présentée par le titulaire ; et d'une épreuve certifiée de cromalin, Ozalide etc., réalisée par l'imprimeur en cas d'impression offset.

Cependant, la majorité des impressions devront être conçues pour être imprimées en interne, par le service reprographie de la Collectivité de Corse. Le titulaire devra se rapprocher du service de la reprographie d'Aiacciu ou de Bastia pour définir les formats et contraintes d'impression numérique qui lui sont offertes dans le cadre de ce procédé en interne.

L'agence retenue devra, dès l'attribution du marché, désigner la personne responsable de ce suivi. L'agence devra également se charger du suivi de livraison de l'ensemble des produits.

**Relations agence - imprimeur : transmission des éléments et suivi technique**

cf



Le prestataire retenu remettra à l'imprimeur désigné par la Collectivité de Corse ou au service de la reprographie de la CdC l'ensemble des prestations en fichiers prêts à flasher ou à imprimer, après validation et remise des BAT sur les différentes maquettes par la Direction de la Communication.

L'exécution de toutes les étapes de photogravure et d'impression des supports de communication créés se fera en étroite collaboration et sous le contrôle du service Communication et du titulaire du marché. Ce dernier assurera le suivi technique de calage, d'impression et de fabrication des supports de communication, des différentes étapes de réalisation des prestations et le contrôle des calendriers de réalisation des intervenants.

La personne publique fera connaître le nom du titulaire chargé de la conception graphique au titulaire de l'impression dès leur attribution.

#### **Flashage éventuel et impression**

L'imprimeur retenu ou le service reprographie fera connaître au titulaire et à la Direction de la Communication de la CdC ses besoins en termes de transmission des éléments graphiques : fichiers prêts à flasher ou à imprimer ainsi que toute contrainte supplémentaire nécessaire à la bonne exécution de la prestation.

L'exécution de toutes les étapes de flashage, si nécessaire, et d'impression de l'ensemble de la prestation se fera en étroite collaboration et sous le contrôle de la Direction de la Communication et du titulaire du marché qui assurera le suivi technique et de fabrication.

L'impression des prestations ne pourra varier de plus de 5 % par rapport aux instructions techniques et éléments de photogravure.

#### **Conditionnement et transport des prestations**

Le titulaire s'occupera de la livraison de chaque livrable à la Direction de la Communication ou à la DGA Santé social de la CdC. Si nécessaire, il devra proposer et réaliser un conditionnement solide des prestations réalisées, de nature à garantir le transport en parfait état jusqu'au lieu de destination. Le titulaire assumera l'entière responsabilité des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et de livraison.

Les risques afférents au transport lui incombent.

#### **Pour les supports digitaux et films**

Les films vidéo et autres livrables seront fournis en haute définition : rushes en format natif sans compression, le film monté en format natif et en format compatible avec les plateformes de diffusion (qualité broadcast, mp4). La haute définition doit permettre de conserver une qualité irréprochable à l'usage, et dans le temps. Ils seront remis à la Direction de la Communication de la Collectivité de Corse sur support numérique.

### **3. DISPOSITIONS DIVERSES**

**Lieu d'exécution** : Corse

**Délai d'exécution /durée de validité** : 12 mois

**Délai de validité des offres** : 90 jours

**Forme du marché** : Marché à procédure adaptée à bons de commande, non alloti.

**Décomposition du marché en tranches ou en lots** : non

**Critères de sélection des offres** : Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique au moyen des critères suivants et pondérés, dans l'ordre décroissant :

**1<sup>er</sup> critère** : Valeur technique (70%) appréciée au regard d'une pré-ébauche de maquette demandée et de l'argumentaire du principe créatif proposé.

**2<sup>e</sup> critère** : Coût de la prestation (30%).







Statut	Objet de la prestation	Part (%)	Montant HT
Mandataire			€
Cotraitant 1			€
Cotraitant 2			€

**Sous-traitance envisagée et déclarée en cours d'exécution :**

Nature de la prestation	Montant HT
	€

**Le fournisseur doit renseigner le détail de sa (ses) proposition(s) dans le bordereau des prix ci après.**

## Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires

Société : EVENTCAM - Groupe Conseil la Sina  
 Adresse : Pôle de Suenlilla 2 - Route de Maggana - 20092 Apicewé  
 Personne à contacter : Carlo Ferreira

NATURE DES PRESTATIONS	QUANTITE	PRIX H.T.	PRIX T.T.C.
<b>A- ELABORATION D'UN CONCEPT / CAMPAGNE DE COMMUNICATION</b>			
A.1- Elaboration d'un concept de campagne	1 livrable	1.500	1.800
A.2- Conception d'un concept créatif	Simple - 1 livrable	2.000	2.400
	Elaboré - 1 livrable	2.500	3.000
A.3- Conception d'une identité visuelle	Simple - 1 livrable	1.500	1.800
	Elaboré - 1 livrable	2.000	2.400
A.4- Conception d'une charte éditoriale	1 livrable	1.000	1.200
A.5- Création de logo	Création de logo- 1 livrable	1.000	1.200
	Création de déclinaison - 1 livrable	500	600
A.6- Recherche et conception de nom	1 livrable	500	600
A.7- Création d'une signature ou d'un slogan	1 livrable	500	600
A.8- Elaboration d'une charte graphique	Simple : grille de construction du logo et livre de normes	1.000	1.200
	Elaborée	1.500	1.800
A.9- Cession des droits	Forfait par campagne/concept	1.500	1.800
<b>TOTAL A</b>		<b>17.000</b>	<b>20.400</b>
<b>B- REALISATION GRAPHIQUE DES SUPPORTS, REDACTION, SUPPORTS AUDIOVISUELS</b>			
B.1- Création d'un support de communication pour document unique <i>A partir de A.1 ou A.2</i>	Affiche, flyer, dépliant, support événementiel < format A2	300	360
	Panneau d'expo ou grand format pour support événementiel < A0	200	240
	Panneau expo > A0	200	240
B.2- Création d'un support de communication pour document de plusieurs pages <i>A partir de A.1 ou A.2</i>	Type plaquette de 2 à 16 pages	500	600
	Type plaquette > 16 pages	800	960
B.3- Adaptation, mise au format affiche + publicités print	De 1 à 10	300/unité	360
	De 10 à 20	250/unité	300




B.4- Création message court	75 mots maximum, 2 propositions, incluant de la langue corse	500	600
B.5- Conception et rédaction de contenus	De 1 à 8 feuillets (1 feuillet : 1500 signes) print ou web	500	600
	Au-delà de 8 feuillets (rédaction par multiple de 8 feuillets)	800	960
B.6- Réécriture de contenus	De 1 à 8 feuillets print/ web	150/feuillet	180/feuillet
	Au-delà de 8 feuillets (rédaction par multiple de 8 feuillets)	150/feuillet	180/feuillet
B.7- Création d'une illustration	livrable	500	600
B.8- Création de pictogrammes	Forfait de 5 pictos	750	900
	Picto supplémentaire	150	180
B.9- Création d'une infographie, plan, cartographie	1 livrable	500	600
B.10- réalisation Power point ou Word : modèle de masque	1 livrable	300	360
B.11- Présentation Powerpoint : 20 slides	1 livrable	500	600
B.12- Création d'un diaporama animé	1 livrable	500	600
B ;13- Création sonore : virgule, sound design	livrable	500	600
B.14- Création d'un spot radio de 20' ou 30'	1 spot 20'	350	420
	1 spot 30'	500	600
B.15- Web design : création displays web toutes dimensions – format standard ou HTML	Display statique	500	600
	Display animé	1.000	1.200
B.16- Adaptation, mise au format display + publicités web	De 1 à 10	300/unité	360
	De 10 à 20	250/unité	300
B.17- Création campagne social media de 10 publications posts	forfait	1.000	1.200
B.18- création d'une publication post unique pour réseaux sociaux	1 livrable	150	180
B.19- Web design : création d'un blog adaptable sur le site	1 livrable	1.500	1.800
B.20- Web design : création d'un template adaptable sur le site	1 livrable	500	600
B.21- réalisation d'une exposition d'information de 5 panneaux d'expo	Prestation simple	500	600
	Prestation complète	750	900
<b>TOTAL B</b>		15.650	18.780

C – CREATION DE FILM D'ANIMATION, OU MOTION DESIGN OU VIDEO			
C.1- création de film d'animation, motion design			
Création d'un scénario, script, storyboard original	Forfait par Equivalent film	500	600
Réalisation de l'animation,	Equivalent film 5 à 20 sec	1000	1200
	Equivalent film 21 à 30 sec	1500	1800
	Tranche supplémentaire Equivalent film 15 sec	500	600
Création habillage sonore - musique, sound design / achat	Forfait par Equivalent film	350	420
Insertion d'effet spéciaux, insertion d'images vidéos/ photos, infographies, d'illustrations	Forfait par incrustation d'élément	180	180
Version en langue étrangère voix off	Forfait par Equivalent film	750	900
Version audiodescription pour malvoyants ou sous-titrage langue étrangère (hors achat prestation traduction)	Forfait par Equivalent film	750	900
Cession des droits	Forfait par Equivalent film	1000	1200
C.2- création d'une vidéo			
Création d'un scénario, script, storyboard original	Forfait par Equivalent film	500	600
Production d'une vidéo	Equivalent film 30 sec	3000	3600
	Equivalent film 1 mn	4000	4800
	Tranche supplémentaire Equivalent film 30 sec	500	600
Production d'une interview	Forfait par Equivalent film	1500	1800
Voix off / comédien	Forfait ½ journée	750	900
Version en langue étrangère voix off	Forfait par Equivalent film	750	900
Version audiodescription pour malvoyants ou sous-titrage langue étrangère (hors achat prestation traduction)	Forfait par Equivalent film	750	900
Cession des droits	Forfait par Equivalent film	1000	1200
C.3- Production d'une interview			
Production d'une interview	Forfait par Equivalent film	1500	1800
Cession des droits	Forfait par Equivalent film	500	600
<b>TOTAL C</b>		<b>21.250</b>	<b>28.800</b>
D – CONSEIL MEDIA ET ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES			
D.1 Conseil media, media planning, support planning	forfait	1.500	1800



D.2- négociation et achat d'espaces	forfait	1000	1200
D.3- rémunération agence	forfait	1.500	1.800
D.4- Suivi technique	forfait	300	360
<b>TOTAL D</b>		4300	5.160
<b>E- REUNIONS, SUIVI TECHNIQUE, FOURNITURE DE PHOTOS</b>			
E.1- Réunion de travail	Forfait par ½ journée	350	420
E.2- Suivi de fabrication et de livraison	Forfait par campagne	200	240
E.3- Fourniture de photos	Forfait pour 5	250	300
	Forfait pour 10	500	600
E.4- Coefficient de majoration (%) - délai de réalisation urgente (24 h)		25	%
<b>TOTAL A, B, C, D, E</b>	<b>Faire le total des lignes grisées</b>	59.000	70.800

A ....., le .....

<p><b>Pour le fournisseur,</b></p> <p>Le représentant légal</p> <p>Dressé par : <i>Carlo Ferreira, gérant</i></p> <p>Le : <i>21/07/2020</i> à <i>Ajaccio</i></p> <p>Signature et cachet de l'Entreprise :</p> 	<p>Lu et approuvé</p> <p><b>Pour le pouvoir adjudicateur,</b></p> <p><b>P/ Le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation,</b></p>  <p>Signé le : ..... à Ajaccio</p>
---	--





## 5. DISPOSITIONS DIVERSES (SUITE)

### Pièces constitutives du marché :

- Le présent projet de marché à compléter et à signer sans modification ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-PI) des marchés publics de prestations intellectuelles (approuvé par l'arrêté du 19/01/2019) ;
- L'offre technique et financière du titulaire.

### Pièces à fournir à l'appui de l'offre :

- Le présent projet de marché complété et signé,
- Le bordereau des prix complété et signé,
- Un RIB,
- Une attestation fiscale au 31/12/2019,
- Une attestation URSSAF datant de moins de 6 mois,
- Une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF,
- Le DC1,
- le DC2,
- une présentation des moyens de l'entreprise (matériels et humains) mis à disposition pour la réalisation des prestations, notamment l'équipe dédiée pour la réalisation des prestations dans les délais impartis.
- Conformément à l'article D.8254-2 ou D.8254-5 du code du travail : la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- Une attestation d'assurance en cours de validité : le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG PI.

### Pour la consultation, les soumissionnaires devront fournir obligatoirement :

- Une pré-ébauche de maquette sur le dispositif économique *Salvezza* (cf annexes) mis en œuvre à la suite de la crise de coronavirus en Corse. Il s'agit d'informer les entreprises et acteurs économiques sur le dispositif économique mis en place en Corse par la Collectivité de Corse.
- une proposition de plan media de campagne d'une valeur de 10000 € HT décrivant les moyens mis en œuvre pour assurer des retombées via les médias à cette cible économique, assorti d'un calendrier de déploiement des actions sur le trimestre à venir.

### Conditions d'envoi ou de remise des plis :

L'enveloppe devra contenir les pièces justificatives de la candidature et de l'offre.

Les plis devront être remis contre récépissé à l'adresse suivante :

Collectivité de Corse - Direction de la Communication institutionnelle - 22 Cours Grandval - 20187 AIACCIU cedex 1 ; ou Direction de la Communication institutionnelle, Hôtel de la Coupole, Av Marechal Leclerc, 20200 BASTIA

ou, s'ils sont envoyés par la poste, par pli recommandé avec avis de réception postal, devront l'être à l'adresse ci-dessous :

Collectivité de Corse - Direction de la Communication institutionnelle - 22 Cours Grandval BP 215 - 20187 AIACCIU cedex 1 ;

### Le pouvoir adjudicateur accepte le dépôt des plis par voie électronique :

la remise des plis par voie électronique est acceptée aux courriels suivants :  
[laurence.tommasi@isula.corsica](mailto:laurence.tommasi@isula.corsica) ; [davia.guerrini@isula.corsica](mailto:davia.guerrini@isula.corsica) ; [clothilde.bujoli-biancardini@isula.corsica](mailto:clothilde.bujoli-biancardini@isula.corsica).

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées ci-dessous ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus et seront renvoyés à leur auteur.

*fc*



**L'offre devra être transmise :**

**Par dépôt ou voie postale à :**

**la Collectivité de Corse - Direction de la Communication institutionnelle,  
Ajaccio o Bastia**

**ou par voie électronique : [laurence.tommasi@isula.corsica](mailto:laurence.tommasi@isula.corsica) ;  
[davia.guerrini@isula.corsica](mailto:davia.guerrini@isula.corsica); [clothilde.bujoli-biancardini@isula.corsica](mailto:clothilde.bujoli-biancardini@isula.corsica)**

**Avant le : le jeudi 23 juillet 2020 à 8h00**

## **6. MODALITES DE REGLEMENT**

**Conditions de règlement/échancier :** Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions des articles R. 2192-10 et R. 2192-11 du code de la commande publique.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

**Type de prix :** Mixte

**Nature des prix :** Ferme

**Conditions de paiement :** Le paiement est effectué par mandat administratif (virement bancaire). Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture ou mémoire sur certificat de service fait.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

**Présentation des demandes de paiement et facturation :**

**Dans le cadre de marchés publics, la facturation dématérialisée est obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.**

**Les factures afférentes à ce marché devront être déposées sur le portail CHORUS PRO – CODE SERVICE : WFCOM01**

Les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

*fe*



- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;  
 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;  
 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;  
 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### RIB à compléter :

#### Compte à créditer

(à compléter par le fournisseur)

: Bénéficiaire :



RIB :

**LCL AJACCIO SALINES**  
 30002 - 02814 - 071058R - 25

**Périodicité des paiements** : Paiement par mandat administratif sur service fait.

**Pénalités** : Les dispositions prévues à l'article 14.1.1 du CCAG PI s'appliquent.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13. 3 et 20. 4 du CCAG PI et par application de la formule suivante :

$V \times R$

$P = \frac{V \times R}{1000}$

1 000

dans laquelle : P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

## **7. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats.**

Les dispositions prévues à l'article 25 du CCAG PI s'appliquent :

Option B : Cession des droits d'exploitation sur les résultats.

### **Transfert des droits patrimoniaux**

Pour les prestations qui seraient soumises à la loi N° 57-298 du 11 Mars 1957 sur la propriété

*fc*



littéraire et artistique, le pouvoir adjudicateur bénéficie du transfert des droits suivants :  
reproduction, représentation, adaptation, arrangement, correction, traduction, incorporation.  
Ces droits sont transférés dans les conditions indiquées ci-dessous :  
Durée : 10 ans  
Lieu : Territoire mondial

Droits du titulaire du marché :

Le titulaire du marché s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas concéder de licence, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés.

Le titulaire du marché conserve ses droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les résultats.

A cet effet, le titulaire devra restituer à l'administration l'intégralité des fichiers natifs numériques des documents de la campagne de communication (affiche, plaquette, dépliant, couvertures, pages de textes, panneaux, papier en-tête, formulaires, publicités et ses adaptations presse ou affichage, supports Web : bandeaux, pages internet statiques, pages interactives, formulaires d'inscription, etc....) ainsi que les photographies, tableaux, polices de caractères et tous documents utilisés pour l'exécution du marché. Sont concernés les fichiers Adobe Photoshop, Illustrator, Quark Xpress, In Design, Go Live, Word, Excel, Power Point, iWorks etc. ainsi que les photographies et documents originaux (.eps, .tiff, .ai, .psd, ...). Pour tous les documents, les fichiers devront être non aplatis avec calques.

Les vidéos seront fournies en haute définition. Les rushes en format natif sans compression, les films montés en formats natifs et en formats compatibles avec les plateformes de diffusion (qualité broadcast, mp4). Ils seront remis sur support numérique (disques durs), par voie postale ou en main propre. La haute définition doit permettre de conserver une qualité irréprochable à l'usage, et dans le temps.

Le paiement du marché sera soumis à la réalisation effective de cette clause.

## **8. GARANTIES ET OBLIGATIONS PARTICULIERES**

### Obligation de confidentialité et mesures de sécurité

Les dispositions prévues à l'article 5 du CCAG PI s'appliquent.

## **9. CONSTATATION DE L'EXECUTION ET GARANTIE**

### Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues à l'article 22 et 23 du CCAG PI.

### Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 et 258 du CCAG PI par le représentant du pouvoir adjudicateur.

### Garantie

Conformément à l'article 28.1 du CCAG PI, les prestations font l'objet d'une garantie minimale de 1 an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception.

## **10. RESILIATION**

### Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-PI.

fc



En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %. En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

## 11. LITIGES ET DIFFERENDS

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bastia est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Bastia, villa Montepiano, F-20407 Bastia cedex 1. Organe chargé des procédures de médiation : Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges, bd Paul Peytral, F-13282 Marseille cedex 20.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Collectivité de Corse - Direction des Affaires Juridiques, 22 Cours Grandval B.P. 215, F-20187 Ajaccio cedex 1.

## ENGAGEMENT DU PRESTATAIRE

### Engagement,

Après avoir pris connaissance de l'ensemble des conditions d'exécution énoncées ci-dessus, je m'engage (nous nous engageons) sans réserve, à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies dans le présent document,

Je m'engage (ou j'engage le groupement dont je suis mandataire), sur la base de mon offre (ou de l'offre du groupement), exprimée en euro.

  
Pôle de Suartello II - Route de Mezzavia - 20090 AJACCIO  
Tél: 04.95.10.70.74 - Fax : 04.95.10.70.83  
www.eventcom.fr  
Siret n° 4324211210026 - TVA intra FR 22 432421121

Ajaccio, le 21/07/2020

Signature du (des) prestataire(s) :

## DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée :

À Ajaccio, le .....

Le représentant du pouvoir adjudicateur,  
P/ Le Président du Conseil Exécutif de Corse,  
Et par délégation,

fc

## NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCE

Le montant maximal de la créance que je pourrai (nous pourrons) présenter en nantissement est de ..... euros TVA incluse

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit ou au bénéficiaire de la cession ou du nantissement de droit commun.

A Ajaccio, le .....

Le représentant du pouvoir adjudicateur,  
Le Président du Conseil exécutif de Corse

